

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 02/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ERENA (ENGIE RESEAUX)

26-26 bis quai François Mitterrand
44000 NANTES

Références : N4-2022-1067-ERENA_MALAKOFF_Ri
Code AIOT : 0006301068

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 dans l'établissement ERENA (ENGIE RESEAUX) implanté Chaufferie de Beaulieu-Malakoff Boulevard de Seattle 44000 NANTES. L'inspection a été annoncée le 29/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERENA (ENGIE RESEAUX)
- Chaufferie de Beaulieu-Malakoff Boulevard de Seattle 44000 NANTES
- Code AIOT : 0006301068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Erena dispose de 2 chaufferies (Rezé et Malakoff) qui fournissent l'énergie au réseau de chauffage urbain de Nantes.

Sur le site de Malakoff, l'énergie provient de l'usine d'incinération de déchets ménagers située à proximité, de la combustion de la biomasse (2 chaudières) et de la combustion de gaz.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la précédente inspection
- Surveillance des rejets atmosphériques
- Prévention des risques technologiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Hors points de contrôle, il a été constaté la présence d'une bonbonne de gaz sur le sol à l'extérieur mais à proximité du silo de bois. Cette bonbonne a été laissée par des personnes effectuant des travaux sur le réseau urbain de chauffage. L'exploitant a immédiatement prévu de demander à ce qu'elle soit déplacée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	programme de surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 29/06/2020, article 2 et 3	/	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 29/06/2020	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents à disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014	/	Sans objet
2	suites de la précédente inspection (10/03/20) :	Autre du 10/03/2020	/	Sans objet
3	bilan annuel 2021 et suites données	Autre du 11/02/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'exploitant a été en mesure de présenter de façon satisfaisante les différents documents et informations demandés par l'inspection des installations classées.

L'exploitant a mis en oeuvre des actions correctives suite à des non conformités observées en 2021 : réglage combustion des chaudières gaz et biomasse (pour CO et Nox), procédure d'analyse de la biomasse (HCl) et nettoyages périodiques des cannes d'injection d'urée (NH3 et NOx).

Le problème d'approvisionnement en urée a été indiqué par l'exploitant comme étant la cause des non-conformités observées en NOx en février 2022.

Une incohérence entre les prescriptions de l'arrêté préfectoral (imposant des portes coupe-feu) et les caractéristiques réelles des portes du silo, a été constatée. **Cette incohérence est à clarifier et à lever.**

Enfin, le sujet de la consommation en eau, importante en été, a été discuté. Afin que l'exploitant étudie les possibilités de décaler dans le temps des consommations, ceci en raison du risque de tension, en été, sur la ressource en eau utilisée pour la production d'eau potable.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Documents à disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014
Thème(s) : Risques chroniques, bilans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Documents tenus à disposition lors de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- les bilans des consommations d'eau et des volumes d'eaux usées rejetées pour 2020 et 2021 ;- les résultats d'analyses 2022 des rejets d'eaux usées et les derniers résultats pour le rejet d'eaux pluviales ;- les résultats d'analyses 2022 des rejets atmosphériques (pour paramètres mesurés en continu) ou derniers résultats disponibles (pour paramètres à fréquence semestrielle ou annuelle) ;- le registre des contrôles périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.
Constats : Le registre des consommations d'eau a été présenté. La consommation provenant uniquement du réseau eau potable, de l'ordre de 10.000 m3/an, provient des fuites sur le réseau urbain de chaleur, des interventions sur ce réseau et de la mise en service des nouveaux tronçons et branchements (extension permanente du réseau). L'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées la part de sa consommation attribuable aux fuites et apportera des éléments de comparaison entre ce taux et les taux constatés dans des réseaux de chauffage urbain similaires. A noter que le pic de consommation intervient généralement durant l'été, période où les travaux sur le réseau sont les plus nombreux. Face à la tension sur l'alimentation en eau potable survenue cet été en raison de la sécheresse rencontrée, et amenée à se répéter dans les prochaines années, l'exploitant pourrait analyser les possibilités de décaler dans le temps (avant ou après l'été) ces consommations. Une procédure spécifique de réduction des consommation en eau pourrait être proposée par l'exploitant afin qu'elle soit actée par arrêté préfectoral. Auquel cas le site ne serait pas soumis aux restrictions quantitatives lors des prises d'arrêtés préfectoraux de crise sécheresse. Le volume d'eaux usées rejetées au réseau en 2021 est présenté : 1011 m3, ce qui est conforme à la limite de l'arrêté préfectoral (1100 m3). Les derniers résultats d'analyses des eaux usées et des eaux pluviales sont présentés (sans non conformités), ainsi que ceux des rejets atmosphériques (non conformités : voir point de contrôle n°3). Le registre des contrôles périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie est présenté. A la suite du dernier contrôle, pas de commentaire de l'organisme de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Suites de la précédente inspection (10/03/20)

Référence réglementaire : Autre du 10/03/2020
Thème(s) : Risques chroniques, suites inspection
Prescription contrôlée : Réponse Erena du 13/05/20 : "nous observons donc une NC sur mesure débit sur les 2 chaudières et une NC sur mesure CO et O2 chaudière 1" "nous avons contacté le fabricant pour un plan d'actions curatives" "la procédure QAL3 sera mise en œuvre au redémarrage des chaudières bois"
Constats : S'agissant des non conformités QAL2 constatées en 2020 : - les non conformités O2 et CO sont levées depuis novembre 2020 ; - la non conformité sur la mesure de débit n'a pas été levée, car il subsiste un désaccord de l'APAVE sur la possibilité de mesurer le débit. L'exploitant a transmis le 19/10 à l'inspection des installations classées les éléments et échanges sur ce dernier point. La procédure QAL3 a été mise en œuvre (dernier rapport de mai 2022).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : bilan annuel 2021 et suites données

Référence réglementaire : Autre du 11/02/2022
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Bilan 2021 : Baie Gaz - 5 dépassements VLE CO et 1 dépassement VLE NOx réglages combustion efficaces? Baie Biomasse : - dépassements VLE CO et HCl procédure analyse de la biomasse? - dépassements VLE NOx et NH3 réglage DéNOx? (système injection urée)
Constats : Sur la baie gaz : - les réglages ont été effectués sur la combustion, permettant le respect de la VLE CO - pour les NOx, une maintenance préventive par nettoyage hebdomadaire des cannes d'injection d'urée a été mise en place. Les non conformités observées sur les NOx et le CO en février et mars 2022 sont liées à un retard de livraison de l'urée. Le pourcentage de moyennes horaires inférieures à 200% de la VLE est resté supérieur à 95% pour ces 2 paramètres, pour les deux mois et sur les deux baies Biomasse, à l'exception du CO sur la baie 1 en février (94,12 %). L'exploitant devra analyser s'il n'est pas nécessaire de renforcer son stockage en urée sur site (ou sécuriser sa chaîne d'approvisionnement pour éviter le renouvellement d'une telle situation)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : programme de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/06/2020, article 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Section 111.2.3 : Conditions générales de rejet Conduits 1 et 2 : Biomasse hauteur 26m ; débit nominal 33 000 Nm ³ /h ; v min éjection > 8m/s ; heures équivalent pleine puissance : 1447 h Conduit 3, 4 et 5 : idem sauf débit nominal 30810 Nm ³ /h et heures équivalent pleine puissance : 297
Constats : Les registres 2022 en débit nominal et en vitesse d'éjection ont été présentés pour les conduits gaz et les conduits biomasse. Les valeurs définies dans l'arrêté préfectoral sont respectées. Les durées de fonctionnement en heures équivalent pleine puissance pour 2020 et 2021 ont été adressées le 26/10 par l'exploitant par mail suite à l'inspection. Ces durées respectent les valeurs définies par l'arrêté préfectoral, à l'exception de la durée 2021 pour la chaudière biomasse qui atteint 2008 heures alors que la limite définie par l'arrêté préfectoral est de 1447 heures. L'exploitant indique que l'hiver 2021 rigoureux en est l'explication. L'exploitant justifiera à l'inspection des installations classées que ce dépassement n'a pas occasionné de dépassement des flux annuels maximaux définis au III.2.4 de son APC de 2020 et que les hypothèses de son évaluation quantitative des risques sanitaires jointe à son dossier d'autorisation ont été respectées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/06/2020
Thème(s) : Risques accidentels, prévention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VII.1.1 - "L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques"</p> <p>VII.1.2 - "L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages."</p> <p>VII.3.5 - Risque foudre - dernier rapport vérification</p> <p>VII.3.6 - Maintenance et tests semestriels des détecteurs gaz.</p> <p>VII.6.4 : poteaux incendies, extincteurs, RIA et sprinklage du stockage biomasse</p> <p>VII.6.4 : bassin confinement et bassin orage</p> <p>VII.6.5 : exercice POI annuel</p>
<p>Constats : Le plan général des zones de risque incendie a été présenté.</p> <p>Le registre des stockage de matières dangereuses a été présenté et a été adressé par mail à la DREAL le 19/10/22</p> <p>Le dernier rapport de vérifications de l'installation de protection contre le risque foudre a été présenté : aucune non conformité ou remarque soulevée. De même pour les 16 détecteurs gaz.</p> <p>Le compte-rendu du dernier exercice POI, réalisé en 2021, a été présenté.</p> <p>La réalisation du prochain exercice est retardée (délai d'un an dépassé) en raison de manque de disponibilité du SDIS. Il devrait avoir lieu avant la fin de l'année 2022.</p> <p>Lors de la visite du silo de stockage bois, il a été constaté que les portes d'accès "piétons" aux 4 angles du silo ne sont pas des portes coupe-feu mais sont au contraires des portes ajourées permettant une aération continue dans le silo.</p> <p>Or :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêté préfectoral du 29/06/20 indique (section VII.2.1) : "les portes d'accès [du silo] sont EI30" - l'étude de dangers du dossier d'autorisation initial (version juillet 2014) indique, en page 297, "murs CF sur les 4 côtés" <p>Et le plan de protection incendie joint au dossier ne comportait pas mention de ces accès.</p> <p>Par conséquent, l'exploitant devra justifier du non respect des caractéristiques des portes fixées dans l'arrêté préfectoral et solliciter une modification éventuellement des caractéristiques imposées par arrêté préfectoral en application du R.181-45 du code de l'environnement (avec avis préalable du SDIS), ceci en apportant les justifications sur le respect du cahier des charges REI120 pour les murs coupe-feux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet